

**GUINÉE : Document Cadre de Politique Economique 1999-2001**  
**A. RESUME DU CADRE D'ACTION**

Domaines	Objectifs et politiques	Stratégies et mesures	Calendrier/ application	Assistance technique	
<b>I. Politique budgétaire</b>					
<b>a. Recettes</b>	Augmenter la part des recettes non minières dans le PIB en élargissant l'assiette fiscale et en renforçant l'administration de l'impôt	• Améliorer l'administration de l'impôt en restructurant les services fiscaux de Conakry et de l'intérieur.	1999-2000	FMI	
		• Renforcer la gestion de la TVA en particulier par le transfert systématique des informations de la Douane à la DNI.	1999	FMI	
		• Contrôler plus efficacement le recouvrement de l'impôt par la mise en place d'indicateurs et d'incitations pour les agents de recouvrement.	1999-2001	France	
		• Améliorer le recouvrement des recettes douanières par (i) le renforcement de la coordination entre les services des Douanes et la SGS, (ii) le redéploiement et formation du personnel, et (iii) la réduction et le renforcement du suivi des exonérations.	1999-2001	FMI	
<b>b. Dépenses</b> <i>1. Restructuration des dépenses publiques au profit des secteurs prioritaires</i>	Améliorer l'efficacité de l'allocation des ressources publiques	• Renforcer le cadre de dépense à moyen terme (CDMT) en mettant l'accent sur : (i) la mise à jour régulière des stratégies et des objectifs sectoriels, (ii) le renforcement de la capacité d'exécution et de suivi du CDMT, (iii) la décentralisation de la gestion des ressources budgétaires, et (iv) l'application à tous les secteurs. Porter la part du budget de fonctionnement allouée aux quatre secteurs prioritaires de 29 % en 1998 au moins 32 % en 1999 et 35 % en 2000.	1999-2001	BM	
		• Produire les données détaillées sur l'impact des nouveaux projets sur les dépenses récurrentes.	1999-2000	BM	
		• Améliorer les prévisions à moyen terme des dépenses et allocations intersectorielles en assurant la compatibilité avec le cadrage macroéconomique.	1999-2001	BM/FMI	
		Assurer la discipline budgétaire			
		Appliquer un système de dépenses axées sur les résultats			
	<i>2. Renforcement de l'exécution et du contrôle du budget</i>	Renforcer le cadre du contrôle budgétaire	• Adopter des indicateurs de performance pour les secteurs prioritaires.	1999-2000	BM
			• Procéder à des enquêtes pilotes sur la prestation du service public.	1999-2000	BM
			• Maintenir les taux d'exécution à au moins 90 % (en pourcentage des dotations) pour les secteurs prioritaires et accroître progressivement les taux d'exécution pour d'autres.	1999-2001	BM/FMI
			• Mettre en place le nouveau système informatisé de suivi budgétaire pour le démarrage effectif le 1-1-2000.	1999	BM/FMI
			• Etablir une balance mensuelle consolidée des comptes du Trésor.	1999	FMI
	• Produire pour chaque exercice des comptes budgétaires définitifs vérifiés (loi de règlement) au plus tard dans les six mois suivant la fin de l'exercice.	1999-2001	BM/FMI/ UE		
	• Mettre en place une base de données sur les coûts unitaires pour les catégories courantes de matériels et de travaux.	2000	BM		
		1999-2001	BM		

Domaines	Objectifs et politiques	Stratégies et mesures	Calendrier/ application	Assistance technique
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer la préparation, l'exécution et le suivi des projets.</li> <li>Adopter un nouveau système pour la gestion des contributions locales relatives aux projets financés par l'IDA.</li> </ul>	1999	BM
	Améliorer l'efficacité et la compétitivité de la passation des marchés	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire préparer des audits indépendants des passations de marché de chaque ministère sectoriel.</li> <li>Suivre les dépassements de délai au stade de la signature des marchés et des paiements y afférents.</li> </ul>	1999-2001	BM
	Normaliser et simplifier le processus budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer et harmoniser la nomenclature budgétaire des dépenses courantes et en capital selon les principes du Manuel de statistiques de finances publiques du FMI.</li> <li>Appliquer les procédures budgétaires réglementaires et harmoniser les textes y afférent.</li> <li>Réorganiser la Direction nationale du Trésor.</li> </ul>	1999	BM/FMI
	Lutter contre la corruption	<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer un code déontologique pour les responsables de la passation des marchés, les fournisseurs, les entrepreneurs et les consultants, et l'incorporer à la législation.</li> </ul>	1999	BM

## II. Politique Monétaire et Réforme du Secteur Financier

	Stabiliser l'inflation et protéger les réserves	<ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuivre une gestion prudente de la liquidité intérieure en faisant appel plus activement aux opérations d'open market et en veillant au strict respect des coefficients de réserves obligatoires.</li> </ul>	1999-2001	FMI
	Promouvoir le développement durable de la micro finance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer un plan de recapitalisation du Crédit mutuel de Guinée.</li> <li>Elaborer un cadre réglementaire de micro finance et former le personnel à l'application de cette réglementation.</li> <li>Développer et appliquer les principes de la mutualisation dans les institutions de micro-finance afin de promouvoir la responsabilisation à l'échelon local.</li> <li>Améliorer la gestion des agences locales et diminuer les taux d'impayés.</li> </ul>	1999	FMI/BM/ France/ Canda/EU
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Atteindre les objectifs d'autosuffisance convenus chaque année entre chaque institution de micro-finance et la BCRG.</li> </ul>	1999-2001	FMI/BM/ France/ Canada/EU
	Renforcer les procédures régissant l'octroi de prêts	<ul style="list-style-type: none"> <li>Publier les directives concernant (i) les conditions d'octroi de prêts, (ii) les règles régissant l'octroi de prêts aux actionnaires et personnes apparentées, et (iii) les</li> </ul>	1999	BM/FMI

Domaines	Objectifs et politiques	Stratégies et mesures	Calendrier/ application	Assistance technique
		règles régissant le capital des banques.		
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer les dispositions relatives à la constitution de sûretés, et à l'exécution des garantis.</li> </ul>	1999-2001	BM
	Renforcer le contrôle des institutions financières	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en application le nouveau plan comptable des banques commerciales.</li> </ul>	1/2000	BM/FMI
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer le rôle des commissaires aux comptes et du Conseil d'Administration pour ce qui est des suites à donner aux rapports d'Audit.</li> </ul>	1999-2001	BM
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Appliquer le même régime fiscal à toutes les banques.</li> </ul>	1999-2001	FMI
<b>III. Secteur extérieur</b>				
<b>a. Régime de change et de commerce</b>	Améliorer la souplesse et la transparence des opérations de change interbancaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>Limiter les interventions de la Banque centrale sur le marché des changes au lissage des fluctuations à court terme.</li> <li>Encourager les transactions sur le marché <i>aux enchères</i>.</li> </ul>	1999-2001 1999-2000	FMI FMI
<b>b. Gestion de la dette extérieure</b>	Régulariser la position financière avec tous ses créanciers bilatéraux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Finaliser tous les accords bilatéraux avec la Russie et les autres créanciers bilatéraux non membres du Club de Paris.</li> </ul>	1999	FMI
<b>c. Commerce extérieur</b>	Réformer la tarification douanière	<ul style="list-style-type: none"> <li>Harmoniser les tarifs douaniers avec ceux des pays voisins.</li> </ul>	2000	FMI/BM
<b>IV. Réformes structurelles</b>				
<b>a. Réformes judiciaires</b>	Améliorer la transparence et l'efficacité du système judiciaire et mieux assurer la primauté du droit	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adopter un plan d'action pour améliorer les conditions de travail du personnel judiciaire</li> <li>Accroître la transparence des procédures judiciaires par la publication des décisions des tribunaux.</li> <li>Adopter un plan d'action de formation des juristes et des auxiliaires juridiques.</li> <li>Sensibiliser les membres de l'exécutif aux limites de leurs pouvoirs et à leur devoir de s'abstenir d'intervenir dans l'administration de la justice.</li> <li>Adopter un plan d'action pour assurer le respect du code de conduite du personnel judiciaire.</li> </ul>	1999-2000 1999-2001 1999 1999-2001 1999	BM/France France BM BM BM
<b>b. Réforme du secteur des entreprises publiques</b>	Elaborer et exécuter un plan d'ensemble pour la réforme des entreprises publiques (EP) visant à réduire la taille et le poids financier du secteur, améliorer son efficacité et développer le secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réunir et analyser les données financières et opérationnelles pour évaluer les options de chaque entreprise du portefeuille de l'Etat, selon trois priorités :</li> <li>Priorité 1 : compléter la privatisation et restructuration des entreprises minières (<i>CBG, FRIGUIA, BGGGA, LNG, STG</i>);</li> <li>Priorité 2 : privatiser, réduire la participation de l'état et renforcer la participation du secteur privé pour les EP d'utilité publique (<i>ENELGUI/SOGEL ; SONEG/SEEG ; SOLOPRIMO ; Air Guinea, PAC ; Chemin de Fer ; SOTELGUI ; Post ; ORTG ; SOGEAC</i>);</li> </ul>	1999 1999-2000 2000-2001	

Domaines	Objectifs et politiques	Stratégies et mesures	Calendrier/application	Assistance technique
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Priorité 3 : liquider, réduire la participation de l'état ou privatiser les 28 40 EP non stratégiques et non miniers.</li> <li>• Examiner et renforcer le cadre réglementaire et plus particulièrement le rôle de la Direction du portefeuille.</li> <li>• Etudier les options envisageables en vue de la création d'un marché secondaire des instruments financiers</li> </ul>	1999-2001	BM/FMI
	Renforcer la gestion financière des EP pour minimiser la charge imposée aux finances publiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre à jour l'inventaire des dettes croisées et en réduire le volume.</li> </ul>	1999	FMI
<b>c. Promotion du secteur privé</b>	Promouvoir l'investissement privé intérieur et étranger	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réviser le Code des investissements en vue de réduire et d'éliminer les éléments qui font obstacle à l'investissement.</li> <li>• Revoir, en vue de les simplifier, les principes et les pratiques applicables aux exonérations temporaires d'impôt.</li> <li>• Supprimer les exonérations fiscales et alléger la fiscalité sur les entreprises (impôts sur les bénéfices et droits de douane sur les biens d'équipement)</li> <li>• Revoir le régime de l'amortissement.</li> <li>• Revoir et renforcer l'effort de promotion de l'investissement.</li> </ul>	1999 1999-2000 1999-2000 1999-2000 1999-2000	BM BM BM/FMI BM/FMI BM
<b>d. Réforme administrative et renforcement des capacités de prestation du service public</b>	Créer une administration publique axée sur une bonne prestation des services	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rationaliser l'allocation des ressources au profit des services prioritaires.</li> <li>• Renforcer les ressources humaines et le cadre institutionnel pour améliorer la prestation du service public.</li> <li>• Améliorer la communication entre prestataires et bénéficiaires des services.</li> <li>• Mettre en place des systèmes d'incitation appropriés et axés sur les résultats.</li> </ul>	1999-2001 1999-2001 1999-2001 1999-2001	BM BM BM BM
<b>e. Lutte contre la corruption</b>	Evaluer la nature et l'étendue de la corruption en vue de réduire son impact	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaborer une stratégie de lutte contre la corruption</li> <li>• Mettre en place un plan d'action pour une lutte renforcée contre la corruption</li> </ul>	1999-2000 2000-2001	BM
<b>V. Politiques sectorielles</b>				
<b>a. Développement rural</b>	Appliquer une stratégie de développement rural ciblée et intégrée, englobant l'agriculture, l'infrastructure, la gestion des ressources, et renforçant la partici-	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaborer et mettre en exécution la stratégie décentralisée de développement rural (SDDR).</li> <li>• Adopter un ensemble de mesures pour améliorer la compétitivité des exportations agricoles.</li> <li>• Lancer des opérations pilotes en vue de tester des méthodes d'amélioration de la sécurité des droits fonciers et de faciliter l'investissement privé.</li> <li>• Examiner le cadre politique, institutionnel et réglementaire de la gestion des ressources forestières.</li> </ul>	1999-2000 1999-2000 1999-2000 1999-2000 1999-2000	BM/FIDA BM BM BM/FAO BM

Domaines	Objectifs et politiques	Stratégies et mesures	Calendrier/application	Assistance technique
	pation communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuivre la rationalisation de la gestion des ressources humaines dans les services agricoles.</li> <li>• Favoriser l'utilisation de la technique HIMO.</li> </ul>	1999-2000	BM/BIT
<b>b. Secteur minier</b>	Renforcer le rôle de l'Etat en tant que promoteur/ régulateur et réduire son rôle de propriétaire/ opérateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuivre les plans de réduction des coûts pour CBG, Friguia et SBK, y compris la réduction des effectifs employés et l'abandon de certains services.</li> <li>• Adopter les nouvelles mesures de restructuration pour SBK.</li> <li>• Réduire la part de l'état dans le capital de Friguia et/ou recourir à une concession privée.</li> <li>• Définir de nouvelles stratégies pour CBG.</li> <li>• Redéfinir, sur la base de l'audit, le statut de l'ANAIM.</li> <li>• Promulguer les décrets d'application qui permettront d'harmoniser les dispositions du code minier avec celles des autres textes législatifs.</li> <li>• Associer le secteur privé à la gestion des services géologiques, et restructurer ces services.</li> </ul>	1999-2000 1999-2000 1999-2000 1999-2000 1999-2000 1999-2000 1999 1999-2000	BM BM BM BM BM/FMI Canada BM
<b>c. Routes</b>	Améliorer la qualité du réseau routier et renforcer la lutte pour l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmenter les ressources affectées à l'entretien routier et veiller à ce qu'elles soient décaissées en temps voulu.</li> <li>• Définir une stratégie de transport axée sur les besoins des usagers.</li> <li>• Mettre en place un Fonds routier de deuxième génération sur la base des principes suivants: (i) autonomie juridique et financière par rapport à l'état ; (ii) autofinancement par la tarification des usagers.</li> <li>• Revoir l'organisation du ministère de l'Equipement et des Transports.</li> <li>• Favoriser l'utilisation de la technique HIMO.</li> </ul>	1999 1999 2000 2000 1999-2000	BM BM BM BM BM/BIT
<b>d. Energie</b>	Améliorer l'approvisionnement en énergie dans tout le pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroître la participation du secteur privé à la production d'énergie à Conakry et en province.</li> <li>• Finaliser la négociation du nouveau contrat de concession en vue de la privatisation du secteur de l'électricité.</li> <li>• Ajuster le niveau et la structure des tarifs de l'électricité.</li> <li>• Exécuter un programme d'électrification des villes de l'intérieur du pays.</li> <li>• Assurer que la distribution des produits pétroliers respecte sécurité et protection de l'environnement.</li> <li>• Encourager l'utilisation de GPL dans les régions de Conakry/Kindia.</li> <li>• Préparer et mettre en exécution une stratégie d'électrification rurale.</li> </ul>	1999-2001 1999 1999 1999-2000 1999-2000 1999-2001	BM BM BM BM BM BM BM
<b>e. Education</b>	Assurer les conditions devant mener à l'accès universel au niveau primaire (plan décennal)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer le recrutement d'au moins de 2000 enseignants au niveau primaire chaque année.</li> <li>• Développer et institutionnaliser un système décentralisé de recrutement, d'affectation et de gestion des enseignants contractuels de l'enseignement primaire.</li> <li>• Restructurer le budget de l'éducation en introduisant la</li> </ul>	1999-2001 1999-2001 1999-2001	BM BM BM

Domaines	Objectifs et politiques	Stratégies et mesures	Calendrier/ application	Assistance technique	
	Augmenter la qualité et l'efficacité de l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> <li>ventilation par région et par niveau d'enseignement et décentraliser la gestion des dépenses récurrentes hors salaire.</li> <li>Recruter au moins 250 nouveaux enseignants par année pour le premier cycle du secondaire.</li> <li>Augmenter le nombre moyen des heures d'enseignement à 20 heures par semaine.</li> </ul>	1999-2001	BM	
	Augmenter la qualité et l'efficacité de l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conclure un accord sur la réallocation du financement entre les différents secteurs de l'éducation pour répondre aux besoins du marché du travail.</li> <li>Maintenir le taux de participation dans l'enseignement supérieur à un chiffre de 8.500-9000.</li> <li>Réduire le coût des transferts sociaux annuels à 5% du budget de fonctionnement.</li> </ul>	1999-2001 2000	BM BM	
<b>f. Santé, population et affaires sociales</b>	Améliorer la qualité et l'accessibilité des soins de santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer la qualité et l'accessibilité des soins primaires.</li> <li>Poursuivre la décentralisation du budget, augmenter les dépenses destinées au niveau primaire jusqu'à 30% des dépenses globales du secteur.</li> <li>Accroître les dotations alloués aux dépenses récurrentes hors personnel et améliorer le taux de l'exécution.</li> </ul>	1999-2001 1999-2001 1999-2000	BM BM BM	
	Abaisser le taux de fécondité pour réduire les pressions exercées sur les ressources et les services	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développer les activités de planning familial et d'autres services</li> <li>Adopter des textes législatifs et réglementaires pour éliminer les obstacles à la promotion et à l'utilisation des méthodes de contraception.</li> <li>Lancer des campagnes d'IEC (information, éducation et communication) pour stimuler la demande de moyens modernes de contraception et encourager la modification des comportements.</li> </ul>	1999-2000 1999-2000 1999-2001	BM BM BM	
	Améliorer les conditions de vie de la population	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir les projets d'entraide communautaire (en particulier dans le domaine des infrastructures économiques et sociales).</li> <li>Encourager les projets à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO)</li> <li>Poursuivre la mise en œuvre de l'Initiative de développement humain.</li> </ul>	1999-2001 1999-2001 1999-2000	BM/Autres BM/BIT/Autres BM/PNUD	
	Promouvoir la lutte contre la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuivre la mise en place d'un système de suivi de la pauvreté, comportant des enquêtes quantitatives et qualitatives.</li> </ul>	1998-99	BM/PNUD	
	<b>VI. Développement Urbain</b>				
		Améliorer les conditions de vie de la population de Conakry par la fourniture des services de base prioritaires et l'utilisation des techniques HIMO.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etendre le programme de gestion des déchets solides à l'ensemble de la ville de Conakry en poursuivant l'application de la technique HIMO.</li> <li>Soutenir les PME actives dans le secteur de la collecte des déchets.</li> <li>Restructurer le SPTD (Service public de transfert des déchets).</li> <li>Entreprendre des études environnementales et la construction d'une nouvelle décharge.</li> <li>Exécuter le programme de réhabilitation des quartiers en</li> </ul>	1999-2001 1999-2001 1999-2001 1999-2001	BM/BIT BM BM BM BM/BIT

Créer un environnement propice à la programmation, au financement et à la gestion des services et des investissements prioritaires	favorisant les projets/ HIMO.	1999-2001	
	• Entreprendre la préparation d'études de faisabilité et de documents d'appel d'offres pour le réseau routier primaire.	1999-2001	BM
	• Entreprendre un audit urbain et financier pour dix communes.	1999-2001	BM
	• Exécuter des programmes d'investissements prioritaires et des programmes d'aménagement communal dans ces dix communes, en encourageant l'approche HIMO.	1999-2001	BM/BIT

## VII. Environnement

Protéger l'environnement pour assurer un développement durable	• Adopter des textes législatifs et réglementaires, notamment en matière d'évaluation environnementale, de manière à établir des normes de référence pour la sauvegarde de l'environnement.	2000	BM
	• Etablir des systèmes de suivi pour guider les activités minières, protéger les zones côtières et garantir une exploitation durable des ressources forestières.	2000-2001	BM
Gérer l'environnement de manière à garantir son intégrité	• Adopter et appliquer un plan de protection et de gestion communautaires du Fouta Djallon.	1999-2000	BM

## VIII. Statistiques Economiques

Améliorer le système d'information économique	• Produire les comptes définitifs pour 95-96.	2000	FMI/BM
	• Produire les comptes nationaux provisoires pour 1997-98.	2000	FMI/BM
	• Préparer une balance de paiements unique après consultations entre le Ministère du Plan et la BCRG	1999-2001	FMI

Table 2. Guinea: Selected Economic and Financial Indicators, 1997-2001

	1997	1998 Est.	1999	2000	2001
			Projections		
	(Annual changes in percent, unless otherwise indicated)				
Income					
GDP at constant prices	4.8	4.5	3.7	5.0	5.5
GDP at current prices	7.3	9.7	7.8	9.3	9.4
GDP deflator	2.4	5.0	3.9	4.1	3.7
Consumer prices					
Average	1.9	5.1	4.5	5.8	3.7
End of period	5.3	4.5	5.4	4.0	3.5
External sector					
Exports, f.o.b. (in U.S. dollar terms)	7.7	7.5	6.4	9.1	8.1
Imports, f.o.b. (in U.S. dollar terms)	-1.9	-0.1	1.5	9.3	4.0
Terms of trade					
Percentage change	13.0	-2.2	-6.7	-0.9	1.0
Average effective exchange rates (depreciation -)					
Nominal index 1/	-0.6	-6.8	-2.8	...	...
Real index 1/	-0.7	-3.5	-2.5	...	...
Money and credit					
Net foreign assets 2/	20.4	5.6	-4.5	14.8	...
Net domestic assets 2/	-3.1	0.5	14.1	-4.8	...
Public sector (net) 2/	-4.1	-3.5	10.0	-5.1	...
Private sector 2/	-0.3	7.9	7.0	4.8	...
Broad money	17.3	6.1	9.5	10.0	...
Reserve money	15.1	14.0	10.7	8.7	...
Interest rate 3/	9.0	9.0	9.0	9.0	...
Velocity (GDP/year-end M2)	11.2	10.7	10.6	10.5	...
	(In percent of GDP)				
Central government finances					
Total revenue and grants	14.2	13.4	12.3	13.6	14.1
Of which: nonmining revenue	8.3	7.9	8.1	9.2	9.2
Current expenditure	8.8	8.3	8.5	9.0	9.2
Capital expenditure and net lending	8.2	5.7	6.8	7.8	7.9
Overall budget balance					
Including grants (commitment)	-2.9	-0.7	-3.0	-3.2	-2.9
Excluding grants (commitment)	-5.9	-3.4	-4.8	-5.3	-5.1
Primary balance	2.8	2.4	2.4	2.7	2.9
Gross investment	17.1	17.1	18.2	19.2	18.8
Government	5.9	3.9	5.0	5.5	5.6
Nongovernment	11.2	13.1	13.3	13.7	13.1
Domestic savings	15.0	15.3	17.4	18.2	18.7
Government	9.5	7.4	8.1	9.4	9.9
Nongovernment	5.5	7.9	9.3	8.8	8.8
External current account balance					
Including official transfers	-3.1	-2.6	-3.3	-3.6	-3.1
Excluding official transfers	-6.3	-6.0	-5.9	-6.3	-5.3
Overall balance of payments	-0.6	-1.5	-3.2	-2.4	-1.6
External public debt 4/	80.4	90.7	82.1	89.0	89.2
	(In percent of export earnings)				
External debt-service ratio 5/	25.6	19.5	24.8	20.5	19.0
External public debt	406.2	419.7	349.4	335.2	325.0
	(In millions of U.S. dollars, unless otherwise indicated)				
Exports 6/	660.0	709.2	754.5	823.4	889.8
Imports 6/	572.5	571.8	580.1	634.3	659.7
External current account (including official transfers)	-119.3	-99.8	-123.5	-126.4	-114.0
Overall balance of payments	-22.8	-56.3	-118.6	-85.9	-60.7
External arrears outstanding 7/	586.2	500.3	0.0	0.0	0.0
Net foreign assets (central bank)	118.2	113.6	84.2	109.7	...
Gross official reserves (in months of imports)	3.2	3.4	2.9	3.2	3.5
Gross reserves (in percent of broad money)	62.8	73.9	71.6	87.8	...

Sources: Guinean authorities; and staff estimates and projections.

1/ For 1999, figures show change for the first six months of the year only.

2/ In percent of broad money stock at beginning of period.

3/ Minimum annual rate on bank savings deposits, at end of period.

4/ Including debt owed to the Fund and to the former Soviet Union.

5/ Scheduled public debt service, including IMF charges and repurchases.

6/ Merchandise trade figures only.

7/ End-of-period figures, assuming all rescheduling takes place in 1999.



Table 3. Guinea: Social Indicators

	Latest Single Year			Same Region/Income Group	
	1970-75	1980-85	1992-97	1997	
				Sub-Saharan Africa 1/	Low-income 2/
<b>Population</b>					
Total population, midyear (millions)	4.1	5.0	6.9	612.4	2,035.6
Growth rate (percent annual average)	1.2	2.2	2.6	2.2	1.7
Urban population (percent of population)	16.3	22.3	30.6	32.3	28.4
Total fertility rate (births per woman)	5.9	6.2	5.5	5.5	4.0
<b>Poverty</b>					
(percent of population)					
National head count index	...	...	40.0	...	...
<b>Income</b>					
GNP per capita (US\$)	...	...	550	510	350
Food price index (1995=100)	...	...	101	...	...
<b>Income/consumption distribution</b>					
Gini index	...	...	45.0	...	...
Lowest quintile (percent of income or consumption)	...	...	6.4	...	...
Highest quintile (percent of income or consumption)	...	...	47.2	...	...
<b>Social indicators</b>					
<b>Public expenditure</b>					
Health (percent of GDP)	...	...	1.2	2.5	1.0
Education (percent of GNP)	...	...	...	4.3	...
<b>Gross primary school enrollment rate</b>					
(percent of age group)					
Total	...	27	51	72	...
Male	...	37	65	...	...
Female	...	18	37	65	...
<b>Access to safe water</b>					
(percent of population)					
Total	14	20	55	47	69
Urban	...	...	78	74	80
Rural	...	...	51	32	66
<b>Immunization rate</b>					
(percent under 12 months)					
Measles	...	...	56	58	74
DPT	...	...	53	53	76
<b>Life expectancy at birth</b>					
(years)					
Total	37	40	46	51	59
Male	37	40	46	49	58
Female	38	41	47	52	60
<b>Mortality</b>					
Infant (per thousand live births)	177	168	120	91	82
Under 5 (per thousand live births)	345	275	182	147	118
Adult (15-59)					
Male (per 1,000 population)	636	589	399	428	274
Female (per 1,000 population)	534	507	400	375	255
Maternal (per 100,000 live births)	...	...	880	700	...

Source: 1999 World Bank, *World Development Indicators*, CD-ROM.

1/ Including Nigeria and South Africa.

2/ Less than US\$760 GNP per capita.